



Paul Biya, dans son discours très attendu à la nation mardi 10 septembre, a annoncé la convocation fin septembre d'un « grand dialogue national » sur la crise meurtrière des régions du Nord-Ouest et Sud-ouest du Cameroun

Le président Biya a fait savoir que ce dialogue sera présidé par le Premier ministre Joseph Dion Nguté, et rassemblera les différentes composantes sociales, y compris des représentants des forces de défense et de sécurité, ainsi que ceux des groupes armés

Une initiative saluée par la communauté internationale. Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a, « **encouragé le gouvernement camerounais à veiller à ce que le processus soit inclusif et réponde aux défis auxquels le pays est confronté** »

La France pour sa part a souhaité que le dialogue national soit une « **large concertation** », respectant les « **différentes sensibilités politiques et ouvre la voie à une résolution politique de la crise dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest** ». Paris a surtout réitéré sa condamnation du recours à toute forme de violence.